

PROGRAMMES

Voici le coût et l'impact des priorités électorales des partis

■ Revue parti par parti des mesures données à chiffrer au Bureau du Plan. Une certaine cohérence idéologique se dégage...

■ L'axe gauche/droite se dessine très clairement. Tout comme l'incapacité pour les partis de diminuer sérieusement l'endettement public et ramener la Belgique à l'équilibre budgétaire.

■ Fiscalité, mobilité, emploi et pouvoir d'achat (mais à quel prix) se retrouvent au détour de la très grande majorité des mesures proposées au chiffrage par le Bureau du Plan.

Dossier réalisé par François Mathieu

4,3 milliards

Mesures spécifiques dédiées à l'emploi
CDH

Cap sur l'emploi, moins sur l'équilibre du budget

Densité. Programme dense du côté du CDH (42 mesures!). "On a vu cet exercice comme un outil d'aide à la décision ; on a donc été complet, explique Antoine de Borman, directeur du centre d'études du CDH (Cepess). On voulait vraiment valoriser la création d'emploi, notamment via le relèvement de la quotité forfaitaire d'impôt à 10 000 euros, avec un supplément pour les contribuables avec enfants à charge et les réductions de cotisations sociales personnelles, pour ne prendre que ces deux exemples."

Avec un taux d'emploi attendu de 72,5% (200 000 emplois sur la législature), le parti est l'un de ceux qui se rapproche le plus des objectifs européens (73,2% pour la Belgique). Mais cela a un coût (4,3 milliards): déficit et endettement se creusent un peu par rapport au scénario du Bureau du Plan.

Autre grande impulsion: la mobilité (coût de 3,3 milliards d'euros). "Le précédent gouvernement a amputé la SNCB de 3 milliards d'euros, avant, en fin de législature, de lui redonner 1 milliard pour terminer le RER. On souhaite faire marche ar-

rière, et fluidifier la mobilité avec toute une série de mesures, qui vont du renouvellement du matériel roulant à la construction de places de débarquement pour le covoiturage", poursuit Antoine de Borman. La SNCB, Infrabel, Stib et autres acteurs se verraient donc mieux dotés pour améliorer l'offre.

À noter que, côté recettes, le parti humaniste prévoit également de taxer le kérosène des avions et le fioul des navires, (rendement attendu de 1,293 milliard d'euros).

Impossible de tout passer en revue, mais grosso modo, le CDH voit la dette publique rester à un niveau élevé avec son programme (+1,19% en 2024 par rapport au scénario). "Oui, c'est juste, mais il faut bien être conscient que de nombreux effets retour ne peuvent pas être pris en compte par le Bureau du Plan. Ces limites méthodologiques valent pour tout le monde, c'est ainsi, cela donne à réfléchir sur l'amélioration future de l'outil d'évaluation, mais c'est vrai que cela donne une image un peu tronquée de la réalité", conclut le directeur du Cepess.

2,4 milliards

Voiture de société supprimée
Écolo

Une plus grande cohésion sociale, autrement

Cohérence. "On est un peu déçu, c'est vrai, parce que des mesures importantes pour nous n'ont pas pu être évaluées à fond, mais bon, on discutera plus tard de l'évaluation de l'exercice du chiffrage pour voir comment l'améliorer", lance Georges Gilkinet, chef de groupe Écolo à la Chambre. Sur l'économie circulaire et sur l'alliance emploi/environnement, les biais méthodologiques du Bureau du Plan ont faussé la donne.

Cela dit, les mesures données au chiffrage constituent malgré tout la charpente du programme des verts. Pas de surprise à cet égard: investissements dans la mobilité (Infrabel, SNCB, TEC et Stib), "transformation" – entendez suppression – de l'avantage de toute nature que constitue la voiture de société (rendement attendu de 2,4 milliards), augmentation des allocations les plus basses jusqu'au seuil de pauvreté, plan de rénovation des bâtiments, globalisation des revenus (et taxation au taux progressif, hors maison d'habitation), crédit d'impôt pour les bas salaires (qui serait dégressif jusqu'aux salaires nets de 2 250 euros)

et lutte contre la fraude fiscale... Les grands axes sont là: défi climatique, justice sociale et fiscale, promotion de l'emploi, parfois au travers de changements de paradigmes sur le plan économique.

"Seul l'impact en termes d'emplois et environnemental (favoriser les transports publics, c'est moins d'émission de CO₂ sur les routes) manque partiellement", regrette le député Écolo. De fait, le parti est l'un des rares à voir les créations nettes d'emploi diminuer d'ici à 2024 en raison "des limites de l'exercice".

En revanche, les projections du Bureau du Plan font également montre d'une baisse de l'endettement public par rapport au scénario de référence – mais pas au point de passer sous les 100% du PIB d'ici à 2024 – et le groupe se plaît à souligner que les mesures présentées améliorent la trajectoire budgétaire par rapport à celle estimée par le Bureau du Plan. De fait, le déficit se monte à "seulement" 2,35% avec le paquet de mesures chiffrées, alors que le Bureau du Plan table sur 2,6% de déficit d'ici à 2024.

8 milliards

Coût des mesures "sociales"

PS

Cohérence politique. "Des échanges constructifs". "Utile". "Satisfaction sur les résultats." Les socialistes se montrent plutôt contents avec l'évaluation de leurs priorités, très "sociales" et en conformité avec ce qui se trouve dans leur programme. "Mais la non-prise en compte de l'impôt sur les grands patrimoines et la taxation des plus-values nous laisse un goût un peu amer", explique le porte-parole du PS, Maxime Hardy. Le PS se fie dès lors à l'évaluation qu'avait faite la Cour des Comptes de sa proposition d'impôt sur les fortunes de plus de 1,25 million d'euros (entre 700 millions et 2,3 milliards de rendement suivant les hypothèses) et à celle de la KULeuven pour le chiffrage de la taxation des plus-values boursières (entre 870 millions et 6,1 milliards d'euros).

Pour le reste, c'est donc très "social": relèvement des pensions minimales jusqu'à 1 500 euros, remboursement intégral des consultations et visites à domicile des médecins généralistes, assouplissement des règles de départ anticipé à la retraite, relèvement des alloca-

Un programme socialiste "très à gauche"

tions sociales au seuil de pauvreté, abaissement de l'âge de la retraite à 65 ans, etc. Des mesures coûteuses (pas loin de 8 milliards d'euros, qui creusent un peu la dette publique) mais que le PS finance (partiellement) avec la globalisation des revenus (1,7 milliard), la lutte contre la fraude fiscale (de 200 en 2019 à 500 millions en 2024) et la taxation des grandes fortunes (2,4 milliards selon eux).

Tout n'y est pas mais l'évolution de la trajectoire budgétaire est correcte (-0,49 % par rapport au déficit attendu par le Bureau du Plan, soit un déficit de 2,11 % du PIB en 2024). Et si la création d'emplois (11 000 sur l'ensemble de la législature) est un peu en deçà de la moyenne des autres partis, le PS ne se l'explique pas vraiment "puisque les mesures en faveur du pouvoir d'achat des ménages plus modestes devraient avoir un effet sur l'activité et l'emploi. Sans doute les faiblesses actuelles des modèles du Bureau du Plan expliquent-elles en partie cela mais il faudra de toute façon évaluer tout cela assez vite", estime le PS.

8,8 milliards

Une importante réforme fiscale

MR

Une mesure phare. "On assume ce coût. C'est une mesure importante pour nous, qui a un effet sur l'un des principaux objectifs du parti: le relèvement du pouvoir d'achat", lance David Clarinval, chef de groupe MR à la Chambre. De quelle mesure parle-t-on? Du relèvement de la quotité exemptée d'impôt à 13 500 euros pour tous. Soit une hausse de 4 640 euros qui "devrait, en moyenne, permettre l'augmentation des salaires nets d'au moins 1 000 euros par an".

Évidemment, la mesure a un coût. Initialement estimée par le parti entre 4 et 5 milliards d'euros, elle coûterait, selon le Bureau du Plan, plus de 8,8 milliards d'euros. "On aurait pu stratégiquement ne pas soumettre cette mesure au Bureau du Plan, mais c'est trop important pour le MR." Tout comme l'est la diminution du pré-compte immobilier de 500 euros pour tous les propriétaires occupants (491 millions de coût), l'extension de la mesure de baisse de charges patronales "zéro cotisation sur le 1^{er} emploi" jusqu'au deuxième et troisième emplois et, grand classique, la lutte contre la fraude fiscale. La création

Une hausse du pouvoir d'achat coûteuse

d'une agence spécialisée dans la lutte contre la grande fraude devrait rapporter 1 milliard d'euros sur 5 ans de législature (plus que les 750 escomptés par la Suédoise sur 2015-2019).

L'impulsion budgétaire globale des mesures données au chiffrage se monte à 9,5 milliards d'euros par le Bureau du Plan, mais comme le fait remarquer le MR, "cette impulsion ne comprend pas les effets retour. Or, il y en aura", estime David Clarinval.

Un déficit alourdi

Le MR compte aussi poursuivre la baisse des dépenses publiques, "parmi les plus élevées d'Europe". "On pourra dégager 4 milliards d'euros sur le plan structurel en réduction de dépenses publiques", poursuit le député. Lequel estime que la cohérence engagée sur ces mesures, "c'est toujours mieux que ce que propose Écolo, qui va tondre les moutons de la classe moyenne".

Globalement, les mesures du MR données à chiffrer creuseraient le déficit à 4,5 % du PIB d'ici à 2024 (plus de 20 milliards d'euros) et l'endettement public à près de 106 % du PIB.

10,4 milliards

Hausse de la quotité exonérée

Défi

Choix restreint. Le parti d'Olivier Maingain aura peu fait travailler le Bureau du Plan. Il n'a soumis que quatre mesures au chiffrage, dont une émerge nettement: le relèvement de la quotité exemptée d'impôt. La mesure diffère quelque peu de celle du MR - Défi prévoit un relèvement par paliers jusqu'en 2024 - cependant elle constitue le fer de lance du programme amarante. "On a hésité à proposer un plan de lutte contre la fraude fiscale et la mesure de Didier Gosuin d'une semaine de 4 jours de travail/1 jour de formation mais c'était difficilement chiffrable de toute façon. On s'est concentré sur l'essentiel, et cela a été une belle aide à la décision", relève Michael Loriaux, chef de cabinet d'Olivier Maingain, par ailleurs candidat à la Région bruxelloise.

Comme pour les partis ayant poussé cette mesure, Défi reste un peu sur sa faim, puisque les effets retour ne peuvent pas être complètement évalués par le Bureau du Plan. Il n'empêche, cette mesure, combinée à d'autres, permet de créer des emplois (210 000 sur la législature),

Chère... réduction de la pression fiscale

faisant grimper le taux d'emploi à 71 %.

Fait remarquable: rien dans les colonnes des "+". Autrement dit, le parti a choisi de ne rien présenter qui puisse financer cette mesure fiscale. "Mais on sait, cela figure dans notre programme, que l'on est pour la globalisation des revenus, au tarif progressif (hors maison d'habitation et dépenses nécessaires au maintien du revenu - Ndlr) et pour la suppression du régime de la voiture de société tel qu'il existe aujourd'hui", tempère Michael Loriaux. Deux mesures qui devraient rapporter environ 5 milliards d'euros.

La lutte contre la fraude fiscale fait aussi partie des mesures qui devraient permettre d'améliorer les recettes de l'État. Ce ne serait pas du luxe parce qu'avec les seules mesures données à chiffrer, et tenant compte des limites méthodologiques du Bureau du Plan (sur les effets retour, refrain connu), le taux d'endettement public monte de plus de 6 % en 2024 par rapport au scénario de référence de l'institution. Seul le Vlaams Belang fait mieux (+8,7 %).

8 milliards

Recettes attendues par le parti pour l'impôt sur la fortune

PTB

Peu de mesures données à chiffrer

Programme incomplet. Trois mesures. Le PTB a été le parti qui a le moins fait travailler le Bureau du Plan. Et la mesure-phare de son programme - la taxation des grandes fortunes - n'a pas pu être évaluée. "Le Bureau du Plan nous a dit que les modèles ne le permettaient pas et qu'il n'existait pas de cadastre des fortunes permettant d'objectiver la mesure, s'exaspère Germain Mugemangango, porte-parole. Des études sérieuses existent pourtant en la matière. De notre côté, en travaillant avec des experts, on s'attend à des recettes de 8 milliards d'euros pour cette taxe." Le manque de mesures présentées rend cependant l'impact macroéconomique sujet à caution.

→ Lire le compte rendu complet sur www.lalibre.be

11,4 milliards

Réforme fiscale

PP

Les classes supérieures favorisées

Erreur. "Un travail utile à saluer de la part du Bureau du Plan", note d'emblée Mischael Modrikamen, président du PP. L'homme a envoyé une bonne trentaine de mesures à l'institution. S'il envisageait une grande réforme fiscale (notamment 0 % d'impôts sur les premiers 14 000 euros de revenus et un taux maximum de 40 %, avec suppression des niches fiscales et globalisation des revenus) pour un coût global de 11,4 milliards d'euros, il a dû constater qu'elle favorisait les classes de revenus supérieures. "Oui, ça me déplaît, reconnaît le président du PP. C'est une erreur; on doit adapter cette mesure fiscale pour qu'effectivement, les revenus plus modestes soient davantage favorisés."

→ Lisez l'intégralité du compte rendu sur www.lalibre.be

Petites et grandes promesses des partis pour le pouvoir d'achat

Par ici la monnaie. Quelles sont les formations politiques qui promettent la plus grande augmentation du pouvoir d'achat ? Le Bureau du Plan a tenté de répondre à la question en décortiquant les mesures soumises par les partis qui touchent au portefeuille des gens, soit positivement, soit négativement. Résultat : à peu près tout le monde devrait y gagner, à commencer par les revenus les plus... confortables.

L'institution a analysé l'évolution du revenu disponible si les réformes étaient implémentées dès 2019. "La notion de revenu disponible nominal englobe les revenus du travail, les revenus de remplacement et les allocations d'aide sociale, après déduction des cotisations et impôts grevant ces revenus, mais pas les revenus de la propriété", détaille le Bureau du Plan.

Jusqu'à 187 euros de gain en moyenne

En moyenne, les gains vont de 11 euros par ménage pour Écolo à 187 euros pour Défi. En soi, cette

moyenne ne veut cependant pas dire grand-chose. Les experts ont poussé l'analyse plus loin en établissant une distinction entre les niveaux de revenus des ménages. Ils ont établi dix catégories. Le premier décile correspond aux 10% des ménages ayant les revenus les plus faibles, le dixième décile vaut pour les 10% ayant les revenus les plus élevés.

Selon cette approche, on constate, par exemple, une grande cohérence entre les paroles et les actes

du PS puisque les mesures des socialistes permettent une augmentation du pouvoir d'achat plus importante pour les bas que pour les hauts revenus. La courbe est inversée du côté des libéraux, de Défi, du CDH dans une moindre mesure, et même, en partie, des socialistes flamands du SP.A.

Les mesures défendues par le Parti populaire (PP) sont celles qui, à la fois, pénalisent le plus les bas revenus et avantagent le plus les hauts revenus, ce qui semble un peu contradictoire avec sa rhétorique.

Suppression de la voiture de société

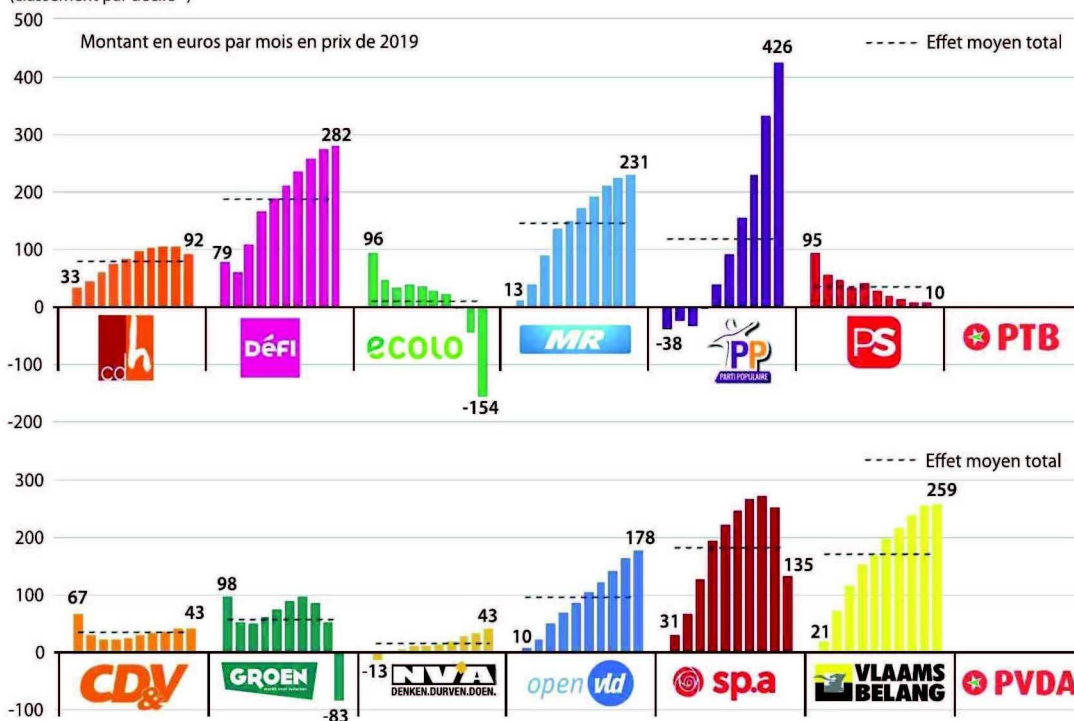
Pour Écolo, on constate une baisse sensible des revenus des plus riches. C'est dû à la suppression de la voiture de société. Groen propose aussi cette mesure, mais son impact est en partie compensé par un budget mobilité. Le PTB/PVDA n'a, lui, soumis aucune proposition concernant le pouvoir d'achat.

Enfin, on constate que les partis francophones proposent des réformes qui renforcent davantage le pouvoir d'achat que leurs homologues flamands, même s'il y a des différences importantes d'un parti à l'autre. Cela dit, pas de miracle, plus on rend de l'argent aux gens, plus cela coûte à l'État. À cet égard, les programmes qui font le plus dévisser les comptes publics sont ceux du MR, du Vlaams Belang et de Défi. À l'inverse, les bons élèves en la matière sont les écologistes d'Écolo et Groen.

A. C.

IMPACT DES RÉFORMES DES PARTIS SUR LE REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES

(classement par décile *)



Comment lire le graphique : déterminer d'abord le revenu mensuel disponible de votre ménage dans le tableau des déciles et y ajouter le montant de l'impact des mesures des partis.

Exemple : pour un revenu mensuel de 1120 € (1^{er} décile), les mesures du CDH induisent une hausse de 33 €.

(*) Le 1^{er} décile correspond à un revenu disponible moyen de 1 120 €/mois pour le ménage
 2^e décile, 1 700 €/mois,
 3^e décile, 1 956 €/mois,
 4^e décile, 2 368 €/mois,
 5^e décile, 2 719 €/mois,
 6^e décile, 3 154 €/mois,
 7^e décile, 3 661 €/mois,
 8^e décile, 4 192 €/mois,
 9^e décile, 4 811 €/mois,
 10^e décile, 6 756 €/mois.

Source : Bureau fédéral du Plan

IPM Graphics

426

euros

Le programme du PP permet une hausse du pouvoir d'achat de 426 euros par mois pour les 10% des ménages ayant les revenus les plus élevés. Il s'agit là de la plus forte augmentation tous partis et toutes catégories de revenus confondus.

Coulisses

Distractions (?)

Confusion. C'était donc la première fois que les partis œuvraient par rapport à la nouvelle mouture de la loi de 2014, revue en 2018, sur ce chiffrage des priorités des partis. Et en parlant de priorités, la probabilité est grande que quelques leçons doivent être tirées de ce travail colossal avec le Bureau du Plan. Ainsi, on ne reprendra plus certains à confondre priorités et

mesures. La loi précisait bien que chaque parti pouvait présenter entre 3 et 5 priorités, lesquelles pouvaient être assorties d'un maximum 10 mesures. La loi ne précisait pas ce dernier point, mais bien le Bureau du Plan en bilatérales avec les partis. L'un deux, un peu distrait, s'étonnait il y a quelques jours de voir ses pairs en présenter 34, 42, 47 mesures... Il sera plus "gourmand" en 2024...

Un autre parti s'étonnait que le Bureau du Plan l'appelle en dernière minute pour lui signifier que le nombre d'emplois créés avec le paquet de mesures présentés était bien plus faible qu'espéré. Erreur du Bureau du Plan en dernière minute ? Nenni. Il semble juste que le contact dudit parti avec le Bureau du Plan ait juste additionné les emplois créés pour chaque année de la législature alors que le chiffre présenté... correspondait déjà au montant cumulé d'emplois créés les années précédentes. Déception... Pourtant, le Plan avait bien expliqué comment lire les tableaux avant d'entamer les travaux... **F.M.**

Une loi à revoir, une responsabilité politique

L'un des principaux problèmes, c'est l'impossibilité pour le Bureau du Plan de cerner complètement les effets retour de certaines mesures", nous lâche une source libérale. Une critique récurrente au sein de nombreux partis. "On va même plus loin, lâche cette source écologiste. Les modèles utilisés par le Bureau du Plan nous placent dans un carcan. Certaines mesures économiques sont porteuses de disruption, peuvent donner de nouvelles impulsions à notre société, mais elles ne peuvent être modélisées. Un exemple : nous tenions beaucoup à la promotion de l'économie circulaire, qui peut avoir un gros effet sur l'emploi, mais cela a été impossible à modéliser." Certains partis progressistes, comme le révélait *La Libre* il y a trois semaines, s'offusquaient aussi de l'impossibilité, pour le Bureau du Plan, de chiffrer la taxation des grandes fortunes, qui se trouve dans le programme des partis PS, SP.A, Ecolo, Groen et PTB/PVDA. "Là, je pense même que le Bureau du Plan a pris un parti pris idéologique", estime cette source socialiste flamande.

Pas de modèle régional

Autre souci relevé par de nombreux partis : l'impossibilité de tenir compte des effets de certaines mesures sur les Régions. Les six modèles utilisés ne concernent que l'entité 1, soit l'Etat fédéral. "Alors que la 6^e réforme de l'Etat a

transféré de nombreuses compétences et un fameux paquet d'argent aux Régions – plus de 20 milliards – c'est problématique", estime cette source flamande. Cela dit, le Bureau du Plan nous annonce déjà travailler sur ce point. "Le travail suit son cours, mais cela demande beaucoup, beaucoup d'investissements, en temps notamment", explique Igor Lebrun, vice-commissaire au Plan.

Un premier jet utile...

Alors, un exercice pour du beurre, cette évaluation ? Certainement pas, reconnaissent (quasi) en chœur tous les partis. "L'évaluation permet de mettre fin à quelques promesses intenables, et cela permet aussi d'ajuster certaines mesures", confie cette source écologiste. Mais le modèle est largement perfectible. Les discussions entre partis s'annoncent difficiles. Mais très peu jetteraient le bébé avec l'eau du bain. Seul un parti flamand s'interroge, à chaud, sur l'éventuelle rationalisation des outils d'analyse économique qui existent en Belgique, comme le Bureau du Plan, la Banque nationale, le Conseil supérieur des finances...

D'autres idées circulent : des moyens plus adéquats pour développer les lo-

giciels d'évaluation, des relations plus suivies entre les partis et le Bureau du Plan pour mieux cerner l'impact des mesures projetées dans les programmes. Les débats s'annoncent corsés.

"Pas de jugement de valeur"

Parole à la défense : "Il n'y a évidemment pas de présupposé idéologique dans notre travail", estime Philippe Donnay, Commissaire au Plan. Si l'homme reconnaît que les modèles ne sont pas parfaits, les partis en avaient connaissance au préalable... "et ont parfois surjoué sur cette supposée faiblesse en étant très gourmand dans leurs attentes", nous glisse une autre source du Bureau du Plan. Où l'on rappelle que "les partis sont aussi ceux qui ont voté la loi attribuant les moyens pour le chiffrage."

Bref, le Plan a fait avec les moyens à sa disposition, dans un timing très court. "On a mobilisé 55 de nos 80 analystes, ce qui est énorme, pour un exercice à haute valeur démocratique qu'on a tenté d'objectiver le mieux possible. Les contraintes de cet exercice ne sont pas neuves et sont connues des partis politiques. Des efforts continus d'amélioration méthodologique sont fournis. Mais les moyens pour le faire deviennent rares. Ils ne suivent pas l'évolution des demandes et obligations légales", poursuit Philippe Donnay. Lequel ajoute : "Une question fondamentale est celle des changements de comportements induits

par les politiques (par exemple en cas de relèvements des accises, nos modèles tiennent compte de l'effet élasticité prix-quantité, mais pas de la 'fuite' au-delà des frontières d'une partie de la consommation). Nous cherchons des financements extérieurs qui nous permettent lors de la réalisation de ces tâches d'acquiescer et d'intégrer de nouvelles 'technologies'.

Mais ce modèle a ses limites. Pour la partie économique-comportementale, ce manque était déjà présent dans l'évaluation du report de l'âge de la pension, mais cela n'a choqué personne. Alors dans un premier temps, analysons les chiffres, confrontons-les entre partis politiques. Il s'agit déjà d'un travail important. Nous avons déjà des idées pour l'avenir. Mais l'exercice devra être plus 'cadre' par des objectifs qui s'imposent à la Belgique, comme les engagements budgétaires, d'emploi ou encore climatiques. Si les partis ne veulent pas s'y conformer ils devront l'explicitier clairement", conclut le Commissaire au Plan.

François Mathieu

En conclusion ? Qui va payer la note ?

Le *debrief* sur le chiffrage des priorités des partis politiques par le Bureau du Plan sera intense, vous pouvez me croire”, plaisante-t-on à la N-VA. C’est que les nationalistes flamands, comme beaucoup de leurs collègues, émettent des “critiques” sur la manière dont le chiffrage s’est déroulé (lire ci-contre).

Pour rappel, depuis que la loi autorisant ce chiffrage a été publiée au *Moniteur belge* (le 28 décembre 2018!), 55 membres du Bureau du Plan se sont attelés dès la mi-janvier à évaluer de 3 à 5 priorités par parti, lesquelles pouvaient être assorties d’une dizaine de mesures maximum.

Au final, les 13 partis ont fourni entre 3 (PTB) et 47 mesures (Vlaamse Belang) à faire évaluer d’un point de vue macroéconomique. Avec un objectif: évaluer le coût des mesures bien sûr, mais aussi en cerner les effets en termes de croissance du PIB, d’emploi, de revenu disponible des ménages, de déficit public et d’endettement.

Quelles sont les grandes conclusions de cet exercice jugé “à haute valeur démocratique” par certains, comme “une belle aide à la décision” pour d’autres ?

1 C’est cohérent idéologiquement

La première, c’est que les partis semblent avoir été assez cohérents avec leur ligne politique. Ils ont en gros joué le jeu, même s’ils ont souvent essayé de

jouer sur les effets des mesures présentées pour avoir la “plus belle image possible”. Ceux qui ont présenté peu de mesures ont forcément des résultats sujets à caution, tandis que ceux qui en ont présenté beaucoup avaient davantage de difficultés à anticiper les effets (parfois en cascade) de l’une ou l’autre mesure. Mais ont des résultats plus crédibles.

La plupart des partis ont adapté certaines de leurs mesures après discussions avec les experts du Bureau du Plan ou se sont vus opposer une fin de non-recevoir pour en évaluer certains autres (plan “climat” des verts et la taxation des grandes fortunes, notamment) en raison des supposées faiblesses des modèles aux mains du Bureau du Plan.

Les axes gauche/droite sont plutôt bien respectés. Les partis ont tenu à garder les principales mesures figurant dans leurs programmes. Quelques exceptions notables, dont celle de l’Open VLD qui, à la dernière minute, a retiré l’une de ses mesures phares, le durcissement de la dégressivité des allocations de chômage. En cause principalement: l’impossibilité pour le Bureau du Plan d’évaluer des effets retour... sur lesquels les libéraux flamands comptaient beaucoup.

2 C’est sans doute impayable

Deuxième grande leçon: c’est la

soupe à la grimace en matière budgétaire et d’endettement public par rapport au scénario esquissé en février par le Bureau du Plan pour la période 2019-2024 (et qui est donné à la Commission européenne dans le cadre du Pacte de stabilité). En clair, l’équilibre budgétaire, ce n’est pas pour demain. Ecolo et Groen, qui s’en sortent pas mal en la matière, ont manifestement déployé des efforts pour faire mentir l’image d’un parti dépensier et rageusement taxateur véhiculée par ses opposants. Mais même eux ne parviennent pas à descendre sous les 100 % de PIB d’ici à 2024. Le déficit budgétaire explose même dans certains cas (voir l’infographie). Autrement dit, l’exercice n’a pas évacué l’effet “promesses électorales” qu’il était censé gommer. C’est d’ailleurs une question pour la prochaine législature: comment investir dans le pouvoir d’achat dans un carcan budgétaire déjà étriqué ?

Même l’un des fers de lance de nombreux partis – la création d’emplois – reste en deçà de l’objectif de 73,2 % inscrit dans les accords de Lisbonne signés en 2010. Le taux d’emploi est au mieux de 72 % environ. Au niveau environnemental, cela semble peu agaçant également. Mais, un grand “mais”: il faut rappeler que les limites des modèles d’évaluation du Bureau du Plan tempèrent ces constats. Objectivement, des effets retour sur le plan économique et des changements d’at-

titude des contribuables induits par certaines mesures (activation des chômeurs, incitants à la rénovation de bâtiments, etc.) peuvent avoir des effets parfois importants dont l’institution n’a donc pas toujours pu tenir compte.

3 C’est assez classique

Troisième constat: un certain classicisme dans les mesures proposées sur les thèmes récurrents que sont l’environnement, la mobilité, le pouvoir d’achat et, surtout, la fiscalité. Le carcan imposé par le Bureau du Plan explicite peut-être en partie cela.

On retrouve en tout cas une opposition idéologique assez classique. Les partis de droite sont assez interventionnistes en termes d’impulsion budgétaire, en pariant ensuite que cela profite au bien-être de l’ensemble de la population, tandis que les partis de gauche jettent leurs forces dans la redistribution des revenus par l’injection de fonds publics en faveur des ménages les plus modestes/fragiles.

François Mathieu

IMPACT DES MESURES PRÉSENTÉES PAR LES PARTIS SUR LE PLAN MACROÉCONOMIQUE

Parti	Nombre d’emplois créés sur la législature 2019-2024 (effet des mesures proposées)		Déficit budgétaire attendu (en 2024 en % du PIB)	Endettement public (En % du PIB)
	Nombre d’emplois créés	Effet des mesures		
CDH	201 000	+40 000 emplois	-3,07%	102,73%
DéFI	210 000	+49 000	-4,91%	107,57%
Ecolo	159 000	-2 440	-2,35%	100,75%
MR	209 000	+48 000	-4,50%	106,46%
PP	221 000	+60 000	-3,88%	107,40%
PS	172 000	+11 000	-3,10%	104,28%
PTB-PVDA	165 000	+4 000	-2,55%	101,47%
CD&V	197 000	+36 000	-3,43%	102,43%
Groen	185 000	+24 000	-2,51%	100,43%
N-VA	177 000	+16 000	-2,57%	101,89%
Open VLD	204 000	+43 000	-3,70%	106,53%
sp.a	242 000	+81 000	-2,79%	104,49%
Vlaams Belang	362 000	+101 000	-4,51%	110,24%
Bureau fédéral du Plan	161 000		-2,61%	101,54%

Source: Bureau fédéral du Plan

IPM Graphics